



FRONT
POPULAIRE

NOUVEAU FRONT POPULAIRE : UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE À CONTRE-COURANT

juin 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

✉ contact@asteres.fr

🌐 <https://asteres.fr>

📍 81 Rue Réaumur, 75002 Paris

NOUVEAU FRONT POPULAIRE : UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE À CONTRE-COURANT

SYNTHÈSE

Le programme économique du Nouveau Front Populaire (tel que nous le connaissons à 12h) mise avant tout sur un soutien de la demande alors que l'économie française souffre, actuellement, de contraintes d'offre. Le déficit commercial, les difficultés de recrutement ou une inflation toujours soutenue indiquent que la France souffre avant tout, dans le contexte actuel, de contraintes d'offre. Mettre l'accent sur le soutien de la consommation des ménages, comme le fait le programme du Nouveau Front Populaire, semble donc inadapté dans le contexte actuel. D'autant plus que ce programme, très coûteux pour les finances publiques, intervient à un moment où le déficit est élevé et où les taux d'emprunt de l'Etat ont déjà augmenté.

D) L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : UN PROBLÈME D'OFFRE

Il semble que l'économie française soit actuellement freinée par des contraintes d'offre. Ce qui bride l'économie française sont les difficultés des entreprises à accroître leur production ou à gagner en productivité. Cela se caractérise par un déficit commercial élevé, des difficultés de recrutement persistantes, une productivité en berne ou une inflation en baisse mais toujours importante.

- **Le déficit commercial français est très élevé.** En 2023, le déficit commercial français a été de 98 milliards d'euros d'après les Douanes, soit environ 4 % du PIB. Depuis une vingtaine d'années, la France présente un déficit commercial croissant et perd des parts de marché à l'export, signe d'un manque de compétitivité de ses produits à l'international.
- **Les difficultés de recrutement restent élevées.** Dans le contexte actuel, la problématique du marché du travail français n'est pas le chômage (qui, à 7,5 %, est à un point bas depuis une quarantaine d'années) mais la difficulté des entreprises (et administrations publiques) à recruter. Si les difficultés de recrutement se sont légèrement estompées depuis un an, elles restent très élevées : 41,2 % des entreprises de services et 51,9 % des entreprises industrielles indiquent avoir des difficultés à recruter, soit environ deux fois plus qu'au cours de la décennie 2010¹. Cette situation traduit une difficulté des entreprises à accroître leur production, plus qu'une situation de manque de demande.
- **La productivité du travail est en berne.** Une des caractéristiques de la reprise post-covid a été la baisse de la productivité du travail (bien que les nouveaux chiffres de l'Insee indiquent que cette baisse a été moins forte qu'on ne l'avait cru²). Cette évolution, inquiétante si elle s'avérait durable, indique que l'économie française doit faire des efforts pour accroître sa productivité du travail, seule garante de hausses de salaires durables. Si la demande venait à augmenter sans hausse de productivité, il en résulterait une stimulation de l'inflation.
- **L'inflation reste élevée.** L'inflation a fortement reflué et, à 2,3 % en mai, elle se rapproche de l'objectif de 2 % fixé par la Banque Centrale Européenne. Cependant, l'inflation demeure à 2,8 % sur les services, indiquant qu'il est souhaitable de soutenir la productivité de ces activités de manière à augmenter le volume de production sans attiser de tension inflationniste.

¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001583536> et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001586762>

² <https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/productivite-du-travail-la-chute-en-france-a-ete-moins-brutale-questime-2100499>

2) SOUTENIR LA DEMANDE : UNE POLITIQUE À CONTRE-COURANT

Le programme du Nouveau Front Populaire se base avant tout sur un soutien à la demande. Accroître le pouvoir d'achat des ménages pour stimuler la croissance via une hausse de la consommation peut être pertinent dans un contexte de demande insuffisante, de chômage élevé et d'inflation faible, comme par exemple pour relancer l'économie suite à la crise de 2008. Cependant, au vu de la situation de l'économie française, cette politique semble être le mauvais remède au mauvais moment.

- **La hausse des salaires reviendrait à creuser encore plus le déficit commercial tout en attisant l'inflation.** Le programme du Nouveau Front Populaire prévoit de fortes hausses de salaires. Si cela est positif pour le pouvoir d'achat des salariés, il en résulte deux problèmes : un creusement du déficit commercial (plus d'importations du fait d'une hausse de la consommation et moins d'exportations du fait d'une hausse des coûts de production) et une stimulation de l'inflation du fait d'une hausse des coûts des entreprises.
- **Baisser le temps de travail aggraverait les difficultés de recrutement.** Le Nouveau Front Populaire prévoit de diminuer le temps de travail, que ce soit en abaissant l'âge de départ en retraite ou en réduisant le temps de travail hebdomadaire. Les gains en termes de baisse du chômage semblent illusoire dans un contexte de taux de chômage relativement faible et de difficultés de recrutement élevées. Cette politique aggraverait d'ailleurs ces dernières, limitant la capacité de production des entreprises comme des administrations qui peinent à recruter.

3) FINANCES PUBLIQUES : AGIR AVEC PRUDENCE

Le programme du Nouveau Front Populaire est très dépensier, dans un contexte de finances publiques déjà dégradées. Asterès n'a pas eu le temps, à ce stade, de chiffrer précisément le coût de l'ensemble des mesures proposées. Cependant il apparaît évident que les dépenses ou manques à gagner (hausse des salaires dans la fonction publique, baisse de l'âge de la retraite, multiples dépenses sociales et en faveur des services publics) dépassent de plusieurs dizaines de milliards d'euros, au bas mot, les recettes proposées, qui reposent principalement sur une hausse des impôts des plus aisés.

La soutenabilité des finances publiques serait mise en cause. La crise sanitaire, puis la crise énergétique ont fortement accru la dette publique. Il est vrai que le précédent gouvernement porte une responsabilité dans cette situation, par exemple en instaurant un bouclier tarifaire sur l'énergie qui avait été jugé trop coûteux par Asterès. Toujours est-il que, avec un déficit public de 5 % du PIB et des taux souverains qui ont augmenté depuis l'annonce de la dissolution, indiquant la défiance des investisseurs vis-à-vis de la dette française, la question des finances publiques doit être abordée avec prudence. Un programme qui creuserait vraisemblablement le déficit public de plusieurs points de PIB est à proscrire dans le contexte actuel. Pour rappel, à l'automne 2022, une annonce de baisse d'impôts de 45 milliards de livres (soit 1,8 % du PIB) de la Première ministre britannique Liz Truss avait déclenché une crise de la dette qui l'avait contraint à faire machine arrière. La France et le Royaume-Uni étant des économies très comparables, y compris en termes de finances publiques, une crise similaire en France n'est pas exclue si le prochain gouvernement voulait appliquer un programme très dépensier.

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès

sbersinger@asteres.fr / 06.80.92.88.51

A S T E R È S
études, recherche & conseil économique